



Rete dei Comunisti

Bulletin International

Automne 2020

Inx.retedeicomunisti.net

Sommaire

Un point analytique pour la discussion stratégique.....	2
Mauro Casadio, Rete dei Comunisti	
Les Amériques entre Socialisme et Barbarie	8
Rete dei Comunisti	
Le soutien du Rete dei Comunisti à la liste Potere al Popolo en Campanie.....	13
Rete dei Comunisti Campania	
Mobilisation des 24/25 septembre et au-delà	15
Rete nazionale Noi Restiamo e Opposizione Studentesca d'Alternativa	
La Rete dei comunisti à l'appui des deux journées de grèves et de mobilisations des 24 et 25 septembre...	17
Rete dei Comunisti	
Aux côtés de Georges Abdallah! Tout le monde à Lannemezan!.....	21
Contacts.....	23



Un point analytique pour la discussion stratégique

Mauro Casadio, Rete dei Comunisti

Nous rencontrons Mauro Casadio - de la Rete dei Comunisti - et lui posons quelques questions utiles afin de faire un point analytique sur la discussion stratégique concernant la nouvelle phase politique et les nouveautés découlant de la persistance de la crise pandémique et de l'accentuation des facteurs de la concurrence mondiale.

QUESTION : L'automne prochain sera un cadre temporel compliqué et complexe. Une situation nouvelle et sans précédent en Italie et pas seulement. La persistance de la crise pandémique de Covid, les effets matériels de la crise qui commenceront à se manifester au-delà des interventions/tampons des Etats et la reprise accentuée des

facteurs de concurrence mondiale entre les puissances caractérisent cette période. Dans le même temps, cependant, les distorsions, l'irrationalité et les limites du modèle de développement capitaliste apparaissent avec plus de clarté. Combien la nécessité de la rupture de ces rapports sociaux - la perspective socialiste - peut-elle bénéficier, bien qu' en tendance, de la conjoncture historique et politique avec cette typologie?

REPONSE : Depuis un certain temps, nous parlons de la crise systémique du mode de production capitaliste et ce qui devient clair, c'est précisément le caractère de cette crise. La défaite de la fin du XXe siècle n'est pas restée sans conséquences, pas même pour le capital, certes ils ont bénéficié des marges de croissance quantitatives qui ont ouvert l'effondrement de l'URSS et l'ouverture du marché chinois au niveau mondial, mais la tendance croissante du capitalisme aujourd'hui repropose ces limites dont les communistes voulaient être responsables et qui sont au contraire profondément structurelles dans le mode de production actuel. La haine de notre ennemi de classe a été féroce au cours des trente dernières années, non seulement à l'égard de l'exploitation, ici et maintenant, de la main-d'œuvre, mais aussi à l'égard des conquêtes sociales que le mouvement ouvrier a arrachées avec les luttes internationales du XXe siècle. Ce n'est certainement pas un hasard si la crise part de la destruction de l'État Sociale, la santé mais aussi l'école, les transports, bref, là où le capital a fait des profits indicibles est à l'origine d'une crise du système mais aussi de la civilisation. Si telle est la réalité, il n'est pas difficile de prévoir que le besoin de changement, de révolution, sera de plus en plus urgent et ne partira pas nécessairement des pays impérialistes car la mondialisation a établi des liens productifs et financiers difficiles à rompre.

QUESTION : La Rete dei Comunisti, en analysant la dynamique du conflit inter-impérialiste, a récemment utilisé la catégorie de l'impasse pour mettre en évidence la qualité actuelle des indices de comparaison (financiers, économiques et militaires) entre les différents pôles impérialistes. Une impasse qui - comme cela a été clairement indiqué lors de la conférence de l'automne dernier, à laquelle nous nous référons pour une étude plus approfondie - ne signifie pas que les contradictions ne continuent pas à croître et à stresser la situation générale en continuant à incuber et à accumuler de la matière sociale. Sur la base de cette situation internationale et des accélérations que la pandémie mondiale provoque, comment pensez-vous que l'on puisse interpréter le

lien dialectique entre l'impasse et la politisation objective de toute la gamme des contradictions qui sont puissamment alimentées dans ce contexte ?

REPONSE : Comme il est historiquement arrivé, le capital a le mérite historique de développer au maximum de ses possibilités les forces productives en brisant les ficelles et les frontières des Etats nationaux. Ce processus accéléré au cours des trente dernières années a permis le développement non seulement des pays impérialistes mais aussi de nombreux autres sujets d'État, à commencer par la Chine. En substance, cette interdépendance, souhaitée et favorisée par le vendu Gorbatchev à la fin des années 1980, s'est concrétisée, mais elle montre maintenant ses fruits empoisonnés pour les "gagnants". Cela s'est surtout produit sur le plan financier qui a lié créanciers et débiteurs, les bourses du monde entier et les fonds financiers produisant une obligation à laquelle aucun pays ne peut prétendre, comme l'a montré la crise de 2007. Il en va de même pour l'appareil de production interconnecté au niveau mondial, ainsi que pour le secteur militaire où le développement des forces et des réseaux productives a permis l'armement même nucléaire à des pays qui auparavant ne pouvaient pas faire ce pas. Tous ces liens sont la corde à laquelle l'impérialisme se suspend pour l'affirmation d'une condition contraignante pour tous. C'est l'impasse, c'est-à-dire l'impossibilité de rompre l'équilibre des rapports de force qui existent aujourd'hui au niveau mondial. Cet équilibre produit l'accélération des formes phénoménales de la concurrence mondiale, ce qui conduit à l'instabilité mais pas à des solutions. Un autre effet est la politisation du choc entre les impérialismes et entre les classes, puisque les possibilités positives de croissance généralisée ne sont pas vues dans ce choc, même les secteurs de classe aujourd'hui impuissants et condamnés à reculer dans leurs droits et leurs conditions de vie.

QUESTION : Ces dernières années, la Rete dei Comunisti a travaillé de manière systématique et de diverses manières sur les différents fronts de la lutte des classes. Sur le plan stratégique, la RdC a maintenu le fil d'une élaboration théorique de la qualité pour étayer la vigueur d'une subjectivité communiste organisée et requalifiée, adaptée aux tâches du XXI^e siècle. Sur le plan politique, social et syndical, les militants de la RDC ont contribué au développement d'un syndicalisme indépendant et de classe et au niveau de la représentation politique des intérêts des secteurs populaires, ils contribuent à la construction d'une expérience politico-sociale en nette discontinuité avec le vieux monde de la "gauche", de plus en plus subordonnée aux

compatibilités capitalistes. Cependant, à la lumière des modifications structurelles en cours et d'une accélération - objective - des contradictions politiques et sociales, quel nouveau positionnement stratégique (et opérationnel) le Réseau communiste doit-il adopter pour mieux remplir la fonction d'une organisation communiste moderne dans un pays comme le nôtre ?

RÉPONSE : En tant que formation politique, nous avons toujours eu les pieds sur terre, une caractéristique qui nous a fait installer des forces et une organisation au fil du temps, des ambitions antagonistes que nous n'avons pas eues et nous avons toujours mesuré les possibilités avec les caractères, positifs ou négatifs, du conflit et des relations de pouvoir entre les classes dans notre pays dans différents moments historiques. Nous sommes bien conscients que nous sommes dans un pôle impérialiste, l'UE, qui a une forte possibilité d'orientation et d'hégémonie même parmi nos référents sociaux mais, malgré la marée de milliards que les banques centrales déversent dans le monde, nous pouvons voir que les contradictions historiques du développement capitaliste sortent des livres du marxisme et se manifestent dans la réalité. Le désarroi que Cuba et la Chine ont donné à l'Occident sur l'affaire des coronavirus est la matérialisation d'un fantôme que les classes dominantes et les réformistes auraient préféré ne pas voir. Par conséquent, la nécessité d'un changement radical réapparaît, et il ne pourrait en être autrement, mais cela doit faire intervenir une nouvelle variante qui est une nouvelle subjectivité politique, adaptée au contexte historique actuel, qui doit rompre avec l'histoire dégénérée de la gauche et doit requalifier l'objectif de la manière de procéder vers le socialisme. Le RdC n'est certainement pas un candidat pour mener un tel processus, connaissant bien nos limites, mais il veut certainement avancer de manière décisive dans cette direction en travaillant sur l'objectif stratégique de l'accumulation des forces sociales, politiques et théoriques pour aider à donner vie à une subjectivité qui devra être capable de rassembler les contradictions que l'ordre social actuel manifeste de plus en plus.

QUESTION : Le dimanche 20 et le lundi 21 septembre, les citoyens italiens ont été appelés à se prononcer sur un référendum portant sur un amendement constitutionnel précédemment voté à la quasi-unanimité par les forces politiques : la réduction du nombre des parlementaires à la Chambre des députés visait à réduire encore la représentation politique au Parlement. Comme les sondages l'avaient amplement indiqué, elle a remporté le oui par une large marge - près de 70% -

comment expliquer ce chiffre, au vu de la victoire écrasante contre la réforme constitutionnelle "Renzi-Boschi" rejetée par le référendum de décembre 2016, qui allait d'ailleurs dans le même sens ?

REPONSE : Le référendum organisé a une double lecture, la première est celle qui a vu la question votée en quatre étapes institutionnelles et avec le changement de gouvernement en août 2019, qui a conduit à la sortie de la Ligue et l'entrée du PD et avec le même président du conseil, même le PD d'abord opposé à faire l'accord du gouvernement a accepté de voter la coupure d'abord dans la chambre et ensuite comme une indication au référendum. L'indication presque unanime des partis a donc été de voter OUI à la réduction des parlementaires.

Outre l'opposition de la gauche et la nôtre avec l'indication de voter NON, il faut dire que l'establishment italien a mis en place tous les outils d'information (La Repubblica, Il Corriere della Sera de FIAT/FCA, télévision et autres journaux) pour voter NON car la présence du M5S au gouvernement est pour eux une variable indépendante, bien que maintenant en cours de normalisation. Cette déclaration des "puissants" a en fait aggravé la situation car, en Italie, les secteurs du pouvoir économique ont toujours eu une faible capacité d'orientation électorale. On peut donc dire que la victoire du OUI a aussi une deuxième lecture de type "inconstitutionnel" ; par exemple, dans toutes les grandes zones métropolitaines, le NON a gagné dans les centres-villes aisés et le OUI dans les banlieues en crise sociale. En bref, il s'agissait d'un vote complexe et contradictoire, effectué dans un contexte d'urgence COVID, dont la signification pourrait être plus claire dans les prochaines étapes électorales.

Pour le référendum de Renzi-Boschi, la situation était complètement différente, c'est-à-dire que dans un climat de normalité, un vote clairement anti-système a été exprimé, qui avait été préparé par la déclaration M5S d'abord et suivi par le vote de la Lega ensuite.

QUESTION : Dans certaines régions (Ligurie, Toscane, Vénétie, Marches, Campanie, Pouilles) et dans certaines municipalités, le 20 et le 21 on a voté. Quelles sont les données les plus significatives qui proviennent des urnes et qui, avec le résultat du référendum, ouvrent la voie à l'actuel gouvernement Conte - soutenu par le centre-gauche et le M5S prévu pour exercer son mandat jusqu'en 2023 ?

REPONSE : Ce vote a également un caractère contradictoire car la force qui a déterminé la coupe des parlementaires et a gagné le référendum, le M5S, a été lourdement pénalisée partout et la force qui a tenu était essentiellement le PD, moins que dans la région des Marches peu pertinente politiquement. Alors que la Lega qui visait la percée a connu un recul politique qui l'obligera à revoir le comportement du secrétaire Salvini et peut-être même à changer de ligne.

Une grande partie des choix électoraux qui sont faits au cours de cette période sont affectés par l'urgence sanitaire dans laquelle les régions et les gouverneurs ont joué un rôle et, par conséquent, une partie des causes sont liées au besoin perçu de stabilité des "masses". C'est pourquoi tous les gouverneurs les plus importants ont été plus que confirmés dans leur rôle. Cet effet stabilisateur du COVID touche également le gouvernement national qui a pris des mesures décisives au début de l'urgence, très différemment des autres pays européens et cela se voit aujourd'hui, et disposera de plus de 200 milliards d'euros, et c'est un argument très convaincant pour l'électorat au moins aussi longtemps qu'il durera. Les conditions du gouvernement sont donc solides, mais cette "solidité" s'inscrit également dans un contexte européen et international extrêmement instable qui pourrait changer la situation et, par conséquent, les orientations électorales.



LE AMERICHE FRA SOCIALISMO E BARBARIE

Les Amériques entre le Socialisme et la Barbarie

Rete dei Comunisti

En tant que Rete dei Comunisti, nous avons organisé ce cycle d'initiatives afin de bien encadrer les futurs événements électoraux qui, cet automne, traverseront ce qu'on appelait autrefois le Nouveau Monde (des États-Unis au Venezuela, de la Bolivie au

Chili) dans le contexte de la transformation de tout le continent, et surtout par rapport à la phase historique que nous traversons.

Depuis des décennies maintenant, le Mode de Production Capitaliste est dans une crise systémique dont il ne peut pas sortir. Après la poussée de l'expansion du marché mondial donnée par l'implosion du bloc soviétique et l'ouverture de la Chine dans les années 1990, les difficultés de valorisation du capital se font de plus en plus aiguës, ce qui génère une série de contradictions dont l'évolution est de plus en plus destructrice, de l'instabilité financière à la tendance à une guerre non pas frontale mais généralisée, de la crise environnementale à la crise sanitaire. Cette incapacité à générer des profits suffisants pour satisfaire les besoins du capital se traduit en Occident directement par une baisse des conditions de vie de la majorité de la population, qui peut bénéficier de une part de plus en plus réduite d'un gâteau qui se rétrécit. Cela a progressivement érodé la capacité hégémonique de la classe dirigeante, exaspérant les fractures internes de la société qui se manifestent cycliquement de diverses manières en fonction des situations spécifiques.

En ce moment, dans aucun autre pays occidental, ces contradictions ne se manifestent aussi clairement qu'aux États-Unis. Après avoir disputé à une autre poignée de pays le titre de pays ayant le plus mal géré la pandémie COVID-19, et après avoir connu la plus forte contraction de leur PIB de leur histoire (-32,9% au deuxième trimestre 2020), les États-Unis approchent de la date des élections du 3 novembre prochain dans une atmosphère qui ressemble parfois à celle d'une guerre civile. La situation ne s'est jamais normalisée après le déclenchement des manifestations du dernier mai, suite à un nouveau meurtre brutal de la police. La colère de la communauté noire a rapidement été rejointe par celle d'autres minorités déjà durement touchées par la pandémie de coronavirus (beaucoup plus que proportionnelle à leur présence démographique), mais aussi de pans entiers de la classe ouvrière blanche appauvrie par la désindustrialisation et la crise. Des grèves et des initiatives importantes dans des secteurs clés de la logistique et de la gig economy ont montré les fissures d'une paix sociale qui dure depuis des décennies, tandis que la réponse des autorités a été extrêmement violente, Trump déployant des forces de police fédérale dans les villes les plus problématiques, même contre l'avis des gouvernements locaux. Le clivage social entre les différentes âmes du pays se manifeste dans toute sa violence,

jusqu'aux affrontements directs et aux fusillades entre les manifestants et les milices armées d'extrême droite, ces dernières étant naturellement soutenues par la police.

Cette désintégration sociale qui agit à plusieurs niveaux (à la fois verticalement entre l'establishment et le gouverné et horizontalement au sein de la classe ouvrière, et en partie aussi au sein de la bourgeoisie) est, comme nous l'avons dit précédemment, une conséquence directe de l'incapacité du capitalisme à sortir de sa crise systémique, mais elle présente des caractéristiques spécifiques pour les États-Unis liées à leur histoire récente et au rôle qu'ils jouent dans la gouvernance mondiale. En fait, ce pays voit se réduire son hégémonie mondiale, et avec elle la capacité de déverser les contradictions qui se développent en son sein. Si, en effet, après la fin du monde bipolaire, les États-Unis ont conservé pendant quelques années le leadership mondial dans les principaux secteurs stratégiques (militaire, finances, ressources naturelles, innovation technologique), aujourd'hui le leadership américain, encore un fait objectif, s'érode de manière significative dans tous ces domaines (sauf le secteur militaire).

Cette dynamique a des conséquences importantes, non seulement dans l'agressivité que la politique étrangère américaine met en place, mais aussi dans la redéfinition des chaînes de création de valeur internationales. Les États-Unis avaient trouvé en Chine, dans les années 1990, une réserve de main-d'œuvre disciplinée et peu coûteuse qui était fondamentale pour le cycle de croissance qui avait débuté dans ces années-là. Cependant, ces dernières années, la Chine a été de plus en plus identifiée comme un antagoniste plutôt que comme un concurrent, et la classe dirigeante américaine commence à évaluer à quel point il est stratégiquement insoutenable qu'une si grande partie de sa production soit délocalisée sur un territoire hostile. C'est également pour cette raison que la question de la délocalisation, l'une des principales préoccupations de Trump lors de sa première campagne électorale, est apparue en très grande majorité dans le discours américain ces dernières années.

Il est important de souligner que, d'un point de vue stratégique américain, lorsqu'on parle de ramener la production en Amérique, on ne considère pas seulement le territoire des États-Unis, mais l'ensemble du continent américain.

L'idée d'étendre ses chaînes de production vers le sud avait été à la base, dans les années 90, de l'ALENA (remplacé cette année par l'USMCA), un accord de libre-échange avec le Canada et surtout le Mexique, qui visait à s'étendre à tous les pays du continent à travers le projet ZLEA/ALCA (Zone de libre-échange des Amériques). Cette dernière a ensuite été abandonnée, non seulement en raison de l'opposition qu'elle avait rencontrée dans les pays qui allaient alors s'organiser au sein de l'ALBA, mais aussi parce que le capital transnational avait identifié la Chine comme un environnement plus favorable.

C'est aussi dans la reprise de ce projet impérialiste, ainsi que dans la volonté de garantir l'accès aux matières premières dont le continent est riche, qu'il faut lire la nouvelle escalade des conflits de classe en Amérique latine ces dernières années.

Ces dernières années, la combinaison des difficultés économiques mondiales et du regain d'intérêt stratégique des États-Unis pour ce qu'ils considèrent comme leur "arrière-cour privé" (non pas qu'elle ait jamais échoué, qu'il soit clair) a créé des situations d'instabilité importante dans de nombreux pays d'Amérique latine. De telles situations ne sont que les éléments constitutifs d'un conflit de classe au niveau continental, dans lequel l'oligarchie encline à l'impérialisme américain contraste avec les secteurs populaires qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer de façon drastique dans des pays où, depuis la fin du siècle dernier, le cycle historique progressif aujourd'hui attaqué a commencé : le coup d'État en Bolivie ; les tentatives continues et de plus en plus violentes de déstabilisation du Venezuela; les gigantesques mobilisations populaires en Équateur et surtout au Chili, le pays qui a été le terrain d'expérimentation sociale de la fameuse école de Chicago depuis l'époque de Pinochet ; le retour à la guerre de certaines factions des FARC en Colombie, après le massacre continu et impuni par les narcotrafiquants et les fascistes de leurs militants et syndicalistes ; le "coup d'État blanc" au Brésil, la victoire aux élections de Bolsonaro et le massacre toujours en cours causé par le coronavirus. Ce n'est que dans le cadre de ce choc continental que nous pourrions encadrer les prochaines élections : les élections en Bolivie et au Venezuela et le référendum constitutionnel au Chili.

Ce choc nous pousse aujourd'hui à affirmer que le choix, empruntant le slogan historique du mouvement communiste "Socialisme ou Barbarie", se situe entre "Socialisme et Barbarie" où le socialisme est concrètement présent en Amérique

latine et la barbarie est tout aussi concrètement présente aux États-Unis. En bref, le continent sud est devenu le maillon faible de l'impérialisme moderne, et pas seulement nord-américain.

La situation est en fait sensiblement différente de celle des années 1990, lorsque les États-Unis avaient pu imposer l'ALENA sans obstacles particuliers. Tout d'abord, nous ne sommes plus au début d'une phase d'expansion au niveau mondial, mais plutôt immergés dans une crise économique et sociale dont les conséquences, comme nous l'avons dit, se font sentir profondément au cœur de l'empire.

En fait, les États-Unis ne sont plus le seul acteur majeur dans la région : il suffit de prendre comme exemple le soutien que la Fédération de Russie a apporté au Venezuela ces dernières années, ou le projet, cofinancé par les Chinois, d'une chaîne au Nicaragua pour concurrencer celui de Panama. À cela, il faut certainement ajouter la détermination des peuples d'Amérique latine qui, au cours des dernières décennies, ont fait preuve d'une capacité de résistance et parfois de contre-attaque. Enfin, nous ne pouvons manquer de souligner que la pandémie actuelle, en montrant les défauts du capitalisme, remet sur la table la nécessité d'une alternative systémique. Et de ce point de vue, l'exemple de la gestion de la pandémie par Cuba et le Venezuela, deux pays soumis à un embargo et à des sanctions depuis des années, se présente aux yeux du monde comme une rebuffade face à la barbarie qui tente de progresser.

Dans ce cadre général, nous proposons donc l'organisation d'une série d'initiatives de discussion et de confrontation dans les territoires où il y a intérêt et les conditions pour le faire.



Le soutien du Rete dei Comunisti à la liste Potere al Popolo en Campanie

Rete dei Comunisti

Nous approchons des dernières heures de la campagne électorale pour les élections du Conseil régional de Campanie.

Nous avons été témoins des puissantes activations commerciales et du patronage du bloc d'intérêts qui, autour de la figure de Vincenzo De Luca, se prépare à la réélection et – surtout – à la gestion des fonds, ordinaires et extraordinaires, qui viendront de l'Union européenne.

Nous avons assisté au lent mais constant processus d'évaporation politique des 5 étoiles qui, surtout dans le Sud, avaient fait l'objet d'un consensus maximal capitalisant sur les attentes de rédemption et de renaissance sociale des classes populaires piétinées, depuis des décennies, par le cours de la crise capitaliste.

Nous avons assisté à la tentative de la droite et de Salvini en particulier de s'enraciner en Campanie mais, heureusement, la démagogie et la culture de la haine contre les pauvres ne semblent pas percer dans la société du sud.

Une campagne électorale dans la région de Campanie où les effets antisociaux de la crise pandémique commencent à se manifester, en plus des éléments structurels de notre territoire qui voient augmenter les indices statistiques qui montrent le nombre de chômeurs, les heures d'allocations de chômage, les emplois perdus et la propagation de formes, même sans précédent, de nouvelle pauvreté qui s'attaquent aux classes sociales les moins garanties.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la proposition politique et programmatique du Potere al Popolo et la candidature de Giuliano Granato à la présidence de la Campanie.

Une proposition - pas seulement de nature électorale - basée sur une perspective autonome et indépendante qui veut contribuer à la reconstruction d'une représentation politique des secteurs populaires, en dépassant, en avant, les décombres théoriques, culturels et politiques de la "gauche". Un pari collectif qui, au-delà du résultat électoral - en Campanie comme ailleurs - se poursuivra dans la prochaine période dans les lieux de travail, les territoires et la société dans son ensemble.

Les camarades du Rete dei Comunisti de Campanie soutiennent, de façon militante, la liste du Potere al Popolo, sont présents dans les listes des différentes provinces et seront engagés, jusqu'à la dernière minute utile, à faire croître le consensus autour de la candidature du camarade Giuliano Granato.



Mobilisation des 23/24 septembre et au-delà

Rete nazionale Noi Restiamo e Opposizione Studentesca d'Alternativa

Noi Restiamo est une organisation nationale d'étudiants et de jeunes travailleurs

OSA (Opposition Etudiante d'Alternative) est une organisation nationale d'étudiants moyens

Après six mois de fermeture, l'école publique a rouvert dans les conditions les plus dramatiques possibles : pas d'investissement sérieux et structurel, pas de garantie d'un enseignement de qualité et sûr pour les étudiants, les travailleurs et les familles, l'incertitude règne alors que le risque pour la santé est sérieux et concret.

Face à cette situation, il nous a semblé nécessaire de mettre en place une réponse rapide, forte et participative. Avec cette conviction, nous avons favorisé la

convergence réussie des principaux syndicats conflictuels du pays (USB, Cub, Unicobas) qui ont lancé les 24 et 25 septembre la grève de deux jours, la mobilisation et l'agitation pour la rançon du système scolaire public, contre un gouvernement opposé aux intérêts des étudiants et des travailleurs.

Ces deux jours ont vu dans les rues des principales villes d'Italie (en particulier dans le centre et le nord, puisque dans le sud les écoles ont rouvert dans certains cas le 28 septembre) beaucoup de réalités syndicales, étudiantes et de mouvement, parmi lesquelles le soutien du mouvement No Tav se distingue.

Les caractéristiques de la mobilisation peuvent être résumées en trois points :

- Opposition au ministre de l'éducation Azzolina, dont la démission est exigée, et au gouvernement Conte.
- Une rupture ouverte avec les forces politiques et syndicales de la gauche, reconnues comme les principaux sujets incarnant le projet de classe de l'Union européenne.
- Un très fort enthousiasme, en contre-tendance au sentiment de découragement généralisé présent dans les réalités antagonistes de la jeunesse et du mouvement du pays.

A partir de cette première mobilisation du monde scolaire, une assemblée nationale a été promue pour le 10 octobre prochain à Rome, afin d'organiser les prochaines étapes de la manifestation.

Quelques moments des mobilisations:

<https://www.facebook.com/144416539531276/posts/668682513771340/>

<https://www.instagram.com/tv/CFmjBONhGTn/?igshid=1s7phehniOxp8>

<https://www.instagram.com/p/CFmCHHxB2YN/?igshid=ssrbtOwxhgx3>



La Rete dei comunisti à l'appui des deux journées de grèves et de mobilisations des 24 et 25 septembre

Rete dei Comunisti

La grève scolaire de deux jours fait partie d'une contingence politique qui stabilise le gouvernement et restreint les espaces constitutionnels de représentation politique démocratique. Le chiffre pourrait certainement affecter en termes de participation la partie des travailleurs (en particulier les enseignants) appartenant à une classe moyenne (appauvrie) qui continue à se tourner principalement vers le Parti démocrate (toujours capable d'avoir un armement théorico-culturel sur l'école, même s'il est l'avant-garde des modernisateurs sauvages, de Berlinguer à la Buona Scuola) ou vers le M5S (dont la rhétorique sur la caste a montré une capacité de pénétration profonde dans l'idéologie de ces sujets sociaux et d'autres).

Mais la réalité n'est pas seulement faite de contingence politique, et sera très bientôt mesurée par la capacité à gérer le Recovery Fund et le MES, c'est-à-dire la consolidation de l'intégration politique et économique de l'UE, dans une situation de crise sanitaire mondiale

et avec la possibilité, que les classes populaires paieront cher plus tard, de briser les contraintes de dépenses et d'accéder à un plan d'intervention publique sur l'économie qui n'avait pas été vu depuis plusieurs décennies : des investissements qui bénéficieront à l'accumulation de capital et certainement pas pour garantir des droits sociaux.

Quel rapport avec l'école ? Essayons de le dire sur un certain nombre de points qui font l'objet de notre travail d'analyse, de proposition théorique et politique depuis quelque temps :

1) Le modèle scolaire qui s'est affirmé au cours des trente dernières années est le résultat de l'adaptation forcée des systèmes de formation au processus d'intégration européenne, à la crise de la valorisation du capital, à la rupture du lien entre scolarisation et promotion sociale collective, à l'exploitation d'énormes domaines du travail public (comme l'école et la santé), à l'objectif déclaré d'alignement de la chaîne de formation sur la chaîne productive, à la numérisation généralisée, à l'enseignement des compétences comme traduction méthodologique de ces besoins en matière de formation de "gorilles dressés" adaptés à cette phase du mode de production capitaliste.

Il est nécessaire de raisonner sur ce modèle et sur son dépassement, dans une perspective de transformation globale de la société. L'école seule ne produit pas de dépassement, s'il n'y a pas de transformation sociale globale, mais il n'y a pas de dépassement qui ne prenne en compte l'école comme un appareil idéologique dans lequel le bon sens est construit, avec d'autres, et un choc hégémonique est engagé sur la fonction de la connaissance comme instrument d'évasion de la subalternité.

2) la gestion de l'urgence et la planification de l'année scolaire mettent en évidence l'absence de gestion centralisée au sein du monde scolaire et l'échec de l'autonomie de l'école, qui a forgé le monde scolaire sur le modèle faussé de la

compétitivité, caractéristique du marché. Il ne s'agit pas seulement de blâmer la ministre Azzolina, mais de vérifier (école par école si c'était possible) aujourd'hui et dans les mois à venir, combien une situation absolument extraordinaire comme celle de Covid, cependant, met en évidence les limites du système et de l'organisation sociale (dans laquelle se trouve l'école), sur lesquelles la privatisation d'une part, et la gouvernance visant à construire un système intégré école-entreprise d'autre part, n'ont pas de réponses capables d'offrir une planification et une prise en charge des intérêts collectifs. L'investissement en espace et en personnel que réclament les forces syndicales et étudiantes qui promeuvent les 24-25 ans, la restauration des médecins scolaires et bien d'autres revendications sacro-saintes ne sont possibles que dans le cadre d'un modèle d'État qui n'est pas celui de Profit State (aujourd'hui dans une nouvelle version dans la forme mais pas dans le but) dont nous parlons depuis un certain temps.

La réflexion sur le modèle formateur doit s'inscrire dans une réflexion sur le modèle social et étatique et concerne la planification des politiques économiques, sociales, culturelles et éducatives.

3) Le côté subjectif. La crise de Covid19 a non seulement remis en cause un modèle économique et social, mais a également commencé à miner en plusieurs points les deux piliers idéologiques assumés ou imposés aux jeunes générations, et évidemment liés entre eux : la concurrence et l'individualisme.

L'absence de perspectives, l'éloignement forcé des lieux de vie habituels (salles de classe, gymnases, couloirs, etc.) au sein des écoles, a produit et continue de produire (y compris les masques, les entrées décalées, les espacements, les restrictions et la discipline forcée) chez les élèves un élargissement de l'angle visuel à partir duquel ils peuvent regarder l'école et la société dans son ensemble.

Nous commençons à réfléchir à la signification et à l'adéquation de ce lieu, à sa fonction éventuelle, aux perspectives qu'il doit ouvrir. Dans ces conditions, les perspectives sont pour quelques-uns, l'avenir est une inconnue, la peur une constante. Le modèle ne fonctionnait pas avant, mais maintenant l'histoire qui est racontée ne fonctionne pas non plus. Cette condition lie les revendications immédiates et les objectifs globaux : si je me bats pour des espaces ou pour une didactique différente, si

je lutte contre l'alternanza scuola-lavoro (désormais "parcours de compétences transversales pour l'orientation"), tôt ou tard j'arrive au nœud du travail. Je sors du détail de ma condition spécifique et je me fixe des objectifs de transformation sociale.

Il faut alors donner un souffle aux luttes : la réorganisation du mouvement étudiant, de la perspective politique de son lien avec le monde du travail, l'ouverture d'une nouvelle saison de luttes liées au monde de la précarité et du travail pauvre ; tout cela n'est pas rituel mais à construire et à cimenter dans l'organisation d'une phase où il sera possible de réaliser un travail politique important sur les secteurs de la formation.

Il y aura du temps et des moyens pour approfondir et partager ce schéma de raisonnement en contact direct avec les enseignants, les travailleurs scolaires, les étudiants, les parents et les familles.

Le succès des deux journées organisées par Osa, Usb, Unicobas, Cub, Cobas Sardegna, et d'autres organisations politiques de jeunes est un point important de protagonisme et de vérification initiale du terrain de conflit possible de ceux qui veulent travailler, reprendre un des slogans que nous verrons sur la place, pour former un monde différent.



LIBERTÉ Pour GEORGES ABDALLAH

COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE ARABE, MILITANT DE LA CAUSE PALESTINIENNE
PLUS VIEUX PRISONNIER POLITIQUE EN FRANCE (36 ANS!) ET LIBÉRABLE DEPUIS 1999



MANIFESTATION 24 OCTOBRE 2020 LANNEMEZAN

Cars de Paris :

Départ : le 23/10 à 21h30

Place de la République

Retour : le 25/10 au matin



Contact : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Aux côtés de Georges Abdallah! Tout le monde à Lannemezan!

Le Réseau communiste adhère à la **Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah** (<https://liberonsgeorges.samizdat.net>) et participe au mois d'action internationale aux côtés des réalités politiques et sociales qui exigent la libération immédiate et inconditionnelle de Georges Abdallah, combattant et résistant arabe, communiste libanais. Une mobilisation qui nous verra participer à la manifestation du 24 octobre 2020 sous les murs de la prison de Lannemezan, où Georges est toujours prisonnier, après 36 ans de détention.

En ces années où le néocolonialisme européen au Moyen-Orient reçoit une nouvelle charge explosive, nous considérons qu'il est essentiel de soutenir et de mobiliser pour un camarade qui est devenu aujourd'hui un symbole de la lutte contre l'impérialisme.

Dernier Bulletin - Juillet 2020

<http://lnx.retedeicomunisti.net/2020/07/15/newsletter-july-2020/>

- Tangentopoli et maintenant le Covid-19. Les malédictions d'un développement déformé
- La crise de l'empire nord-américain
- Demande de prix Nobel de la paix pour les médecins cubains : la conférence de presse
- Notes du Conseil en marge de l'événement national du 10 juin dans le cadre du MIUR
- USB : ArcelorMittal hors de Tarente, nationalisation et sécurité de l'usine
- La nature du défi syndical. Dix ans après la création de l'USB
- Non à l'annexion des territoires palestiniens occupés

LE AMERICHE FRA SOCIALISMO E BARBARIE

Campagna della Rete dei Comunisti per inquadrare i decisivi appuntamenti elettorali che questo autunno attraverseranno le Americhe (dagli USA al Venezuela, dalla Bolivia al Cile) all'interno della drammatica crisi del capitale globalizzato e soprattutto dell'imperialismo statunitense.

25/10 Siena 28/10 Bologna 28/10 Milano 29/10 Senigallia
30/10 Torino 30/10 Napoli 1/11 Grosseto 2/11 Pisa 7/11 Roma



Contacts

Rete dei Comunisti

-  lnx.retedeicomunisti.net
-  facebook.com/retedeicomunisti

Contropiano

-  contropiano.org
-  facebook.com/contropiano
-  instagram.com/contropiano_org

Noi Restiamo

-  noirestiamo.org
-  facebook.com/NR.noirestiamo
-  www.instagram.com/noirestiamo

OSA

-  osa.claims
-  facebook.com/OSA-173472300208847
-  instagram.com/osa.nazionale